

coopération et de développement économiques) pour y exprimer les vues de leur pays sur les questions relatives au commerce.

Depuis 1973, les droits de douane et les restrictions sur les produits finis qui traversent les frontières ont été abolis, conformément à un accord conclu entre la CE et les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE). L'AELE est composée de six pays : l'Autriche, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et la Suisse, et elle est le partenaire commercial le plus important de la Communauté. De façon générale, les produits de la pêche et de l'agriculture ont été exclus des dispositions de l'accord de libre-échange.

La CE a également conclu des accords commerciaux spéciaux avec nombre de pays en développement, tout particulièrement d'anciennes colonies de ses pays membres. Les pays de la Méditerranée (sauf la Libye et l'Albanie) bénéficient d'un accès exempt de droits sur la plupart des produits finis et certains produits agricoles. Quelque 66 pays de l'Afrique, des Antilles et du Pacifique ont signé une série de conventions leur permettant d'exporter en franchise une vaste gamme de marchandises vers la Communauté. Les relations commerciales avec les pays hautement industrialisés sont habituellement régies par le GATT.

Les politiques commerciales communes de la CE

De toutes les politiques communes de la Communauté européenne, la plus litigieuse est l'une des premières à avoir été adoptées : la politique agricole commune. Ses objectifs sont d'accroître la productivité agricole, d'assurer un niveau de vie acceptable aux agriculteurs, de stabiliser les marchés, de garantir l'offre et d'assurer un prix raisonnable aux consommateurs. Cette politique a connu un grand succès à bien des égards, puisque la CE, entre autres, est pour ainsi dire autosuffisante. Toutefois, le prix à payer a été énorme. Presque les deux tiers du budget général de la CE sont destinés aux garanties en matière de prix agricoles.

Les conséquences de la politique agricole commune se sont aussi fait sentir chez les partenaires commerciaux de la CE. Le gouvernement canadien, de concert avec les

gouvernements d'autres importants pays fournisseurs de produits agricoles, fait depuis longtemps des pressions pour que soient réduites ou éliminées ces garanties qui favorisent injustement les agriculteurs européens et qui mènent à une surproduction. De fait, cette production artificielle, encouragée par des subventions, a réduit les marchés d'exportation traditionnels du Canada, dans la CE et dans les tiers pays. La CE se montre désireuse de réduire la portée de la politique agricole commune, mais les progrès sont lents.

La CE a aussi adopté une politique commune dans le domaine de la pêche. Parfois appelée «Europe bleue», cette politique comprend : des règlements à l'échelle de la Communauté qui touchent la conservation et la gestion des stocks de poisson; la structure et la modernisation de l'industrie de la pêche de la CE; l'organisation du marché des produits de la pêche dont les tarifs d'importation, les contingents et les prix de référence; les négociations relatives aux traités sur les produits de la pêche conclus entre ces pays. Tout comme le Canada, la CE est membre de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO). Cette organisation régit les contingents de prises dans la région de l'Atlantique Nord, à l'est de la côte canadienne. Toutefois, depuis que l'Espagne et le Portugal se sont joints à la CE en 1986, mettant ainsi leurs immenses flottes de bateaux de pêche sous la juridiction de la CE, la Communauté n'a pas adhéré au régime de conservation de l'OPANO. Le Canada et la Communauté européenne s'accordent sur les principes d'une gestion rationnelle et sur la conservation dans ce domaine, mais ils ne sont pas d'accord sur la façon de mettre ces principes en pratique.

Coopération Canada-CE en matière d'économie, de sciences et de technologie (S-T)

Le Canada et la CE entretiennent globalement de très bonnes relations économiques, malgré leurs divergences en matière de pêche et d'agriculture. Le Canada est en fait la seule nation industrialisée (ne faisant pas partie de l'AELE) à avoir signé un accord-cadre de coopération commerciale et éco-